PARIS (MPE-Média) - Entreprises pour l'Environnement (EPE), le think tank des groupes du CAC 40 réunissait ce jeudi 3 avril près de 220 personnes à la Maison de la Chimie de Paris pour la sortie officielle d'une publication consacrée au travail réalisé par les groupes et industries françaises en vue de l'adapation de leurs stratégies à la lutte contre le réchauffement climatique. Détails.



De gauche à droite: Patrice-Henry Duchêne (PSA, modérateur), Hélène Valade (Suez Environnement), Jean-Yves Caneill (EDF), Christian Caye (Vinci), Alexandre Kaddouri (SNCF) en table ronde sur l'action de leurs groupes contre le réchauffement climatique (ph CJ MPE-Média)

Entreprises pour l'Environnement (EPE) et sa déléguée générale Claire Tutenuit ont réussi leur

pari : réunir de nouveau des représentants des entreprises adhérentes à ce think tank des sociétés cotées en bourse et des responsables de l'Observatoire national sur les efffets du réchauffement climatique (ONERC) à l'occasion de la sortie officielle d'une publication faisant état des derniers efforts des entreprises françaises pour s'adapter aux exigences de la lutte contre le réchauffement du climat.

"Si nous laissons aller la machine, nous allons entrer dans un monde où il serait pratiquement impossible de s'adapter. La hausse moyenne de la température annuelle pourrait alors être de 4° à l'échelle globale, ce qui représenterait pas loin de 7° de plus que les étés les plus chauds du XXe siècle en France", a expliqué Jean Jouzel, le Vice-Président du Groupe International d'Etudes sur le Climat (GIEC) Jean Jouzel en introduction de cette rencontre.

" Il faut donner la priorité à l'atténuation des impacts. Si nous n'allons pas délibérement vers une société sobre en carbone, nous ne pourrons pas freiner le réchauffement climatique", a-t-il ajouté.

Etablir des scénariis du réchauffement pour le réduire

Une table ronde à laquelle participaient des délégués de Suez Environnement, d'EDF, de Vinci et de la SNCF a permis de mieux comprendre comment ces grands groupes représentant des centaines de milliers d'emplois en France et dans le monde ont déjà organisé des réponses sur plusieurs niveaux.

"Nous devons favoriser la prise de conscience des acteurs à l'aide de scénariis sur les conséquences du réchauffement climatique sur le traitement des eaux", a expliqué Hélène Valade (Suez), qui évoque des situations de stress hydrique, des fleuves et des rivières dont le niveau moyen baisse dans le monde, des risques d'inondation avérés pour un certain nombre de villes.

Des impacts de plus en plus fréquents

"Dès 1990, le conseil scientifique d'EDF préconisait de regarder cette problématique des

impacts sur le climat liés à la production d'électricité. De l'an 2000 à nos jours, des évènements extrêmes ont eu lieu. Ils nous ont fortement impactés, tels que tempêtes, sécheresses, inondations", a renchéri Jean-Yves Caneill pour le producteur français d'énergie.

"Les dix plus grands constructeurs mondiaux ne font pas assez d'efforts. A eux seuls les trois grands groupes français du BTP et de la construction dont Vinci représentent 10% de la construction mondiale. Les autres veulent faire du business, sans faire d'efforts particuliers", a expliqué Christian Caye (Groupe Vinci), qui dit avoir connu treize ministres différents du daéveloppement durable en France. "Le modèle économique ne tient pas! les entreprises sont plus que conscientes mais nous souffrons aussi de la faible exigence des pouvoirs publics", a-t-il ajouté.

Hélène Valade voit à présent deux voies se dessiner, qui passent par la saisine du politique et de l'opinion publique et des citoyens pour amener les consommateurs à arbitrer entre différentes solutions : "plusieurs questions se posent, à commencer par celle de l'augmentation de l'offre d'eau disponible pour différents usage, celle du dessalement de l'eau de mer, celle de l'emploi d'éoliennes, celle aussi de l'économie circulaire appliquée à l'eau", a déclaré la représentante de Suez Environnement.

Gestion de choix et de conflits latents

La aussi, tout est bel et bien question de gouvernance des choix mais aussi des conflits que peuvent entraîner les choix à venir entre différents acteurs.

"Nous devons apprendre à être résilients. Après la canicule de 2003, EDF a lancé un programme conséquent d'études de l'essentiel de la source froide sur 20 ans et des discussions avec les pouvoirs publics pour se préparer à des étés avec des évènements extrêmes. EDF et RTE ont à présent des plans pour faire face aux évènements climatiques et à leurs conséquences de plus en plus lourdes : enfouir les réseaux de moyenne tension constitue une solution parmi d'autres. Nous développons de nouvelles méthodes de design des équipements du futur", a expliqué Jean-Yves Caneill pour EDF.

Finalement, l'arbitrage pourrait venir aussi des assureurs, comme l'a démontré avec précision Jacques de Peretti, délégué général d'AXA, assureur français leader, qui a fait état des

résultats d'anticipation récente conduite par l'ensemble des assureurs français : "En vingt années passées, le coût des évènements climatiques avoisinne 30 milliards d'euros d'indemnisation à l'échelle mondiale, 1,5 Mrds d'euros pour la seule France. Nous estimons que ce coût devrait doubler dans les vingt prochaines années à venir, si les politiques publiques préventives n'évoluent pas, soit un coût de près de 3 Mrds/an pour la France, avec la densification de la matière assurable", a déclaré ce dirigeant d'assurances.

Aussi AXA souhaite-t-elle une réforme rapide du régime des catastrophes naturelles qui impose toujours la mutualisation des impacts des catastophes à tous, riches comme pauvres, grandes comme petites collectivités locales : "nous ne souhaitons plus rester payeur aveugle des risques mais devenir avec vous l'un des acteurs de ce changement", a conclu M. de Peretti.

Christophe Journet

